



SUI-FSU
Syndicat Unitaire de l'Inspection pédagogique

Monsieur le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse

Mesdames et messieurs les inspectrices et inspecteurs du premier degré,

Monsieur le Président de la République a formulé le 25 août 2022 de nouvelles promesses pour l'École.

Le terme de "confiance" a été utilisé à plusieurs reprises mais en même temps, une « Révolution copernicienne » nous attendrait... Des concertations doivent être conduites dans les écoles pour définir des projets spécifiques sur le modèle de Marseille, de nouveaux projets en cycle 3 construits autour de la classe de 6^{ème}, les évaluations des écoles, les 30 minutes d'activité physique quotidienne généralisées, pour ne citer que quelques mesures ...

La réalité de la rentrée, Monsieur le ministre, est bien différente des discours rassurants que l'on entend. L'allègement de nos tâches maintes fois promis, se traduit au contraire par l'empilement d'activités supplémentaires.

Comprenez que nous nous interrogeons vivement sur les conditions des dialogues à venir et de la mise en œuvre des projets énoncés.

En devenant inspecteurs et inspectrices, nous, adhérents du SUI-FSU, avons fait un choix professionnel fondé sur les valeurs de notre République, au sein desquelles le sens du service public prédomine. Ce choix, nous l'avons fait afin de participer à la formation de futurs citoyens éclairés qui construiront une société de demain plus juste, plus libre, plus fraternelle qui promeut le droit à la scolarisation de tous les enfants vivant sur le territoire français, sans aucune discrimination.

Cet engagement sur les valeurs vous garantit, monsieur le ministre, l'éthique de notre action, notre investissement sans faille pour nos établissements, enseignants et élèves.

Mais ceci requiert que le sens de nos missions ne soit pas dévoyé par de nouvelles missions incessantes, et demande également, en retour, reconnaissance, confiance et considération.

Nous avons entendu la promesse de concertations locales qui pourrait sembler répondre à des demandes maintes fois répétées de concertation et de dialogue avec le terrain. Pourtant aujourd'hui, au regard, encore une fois, du rythme qui est imposé, de la pression qui sous-tend le dispositif, permettez-nous de formuler nos plus vives inquiétudes, dont la menace d'écartes creusés encore entre les établissements, loin de l'idéal d'une égalité des chances dans l'école de la République.

Si nous pouvons partager avec vous la nécessité de faire progresser notre école qui doit réussir à remplir sa mission d'ascenseur social, nous avons des inquiétudes quant aux temporalités, aux méthodes et aux objectifs des réformes qui s'engagent, par exemple dans l'éducation prioritaire.

Un plan maternelle est annoncé et nous nous en réjouissons. L'école maternelle a besoin d'être reconnue, valorisée, encouragée. Mais comment ce plan va-t-il être porté et accompagné sur le terrain ? Comment l'articuler avec le plan Maths, le plan Français, le plan Langues Vivantes, le plan Sciences, les formations aux valeurs de la république et à la laïcité ?

Comment aujourd'hui répondre aux alertes qui nous sont adressées par le terrain sur les difficultés face à l'inclusion, à laquelle les élèves ont droit, mais pour laquelle les professionnels, les familles sont parfois en souffrance ...

Nous avons besoin de temps, de clarté et d'écoute pour fédérer et construire ensemble des réponses aux enjeux actuels.

Nous avons aussi besoin, Monsieur le ministre, d'un changement dans la manière dont les inspectrices et les inspecteurs seront considérés, dont leur expertise sera prise en compte, et dont les carrières seront valorisées.

Il y a un an, la perspective d'une revalorisation nous promettait une meilleure reconnaissance de nos métiers et de notre engagement, un déroulement plus fluide de nos carrières et de meilleurs salaires. Si de réelles avancées ont été actées, comme la création d'un échelon supplémentaire en classe normale et le passage non contingenté à la hors échelle B, la mise en œuvre du RIFSEEP aura été bien chaotique et n'aura pas eu les effets escomptés en termes de revalorisation salariale. Ou plus exactement, en laissant la main aux recteurs et aux rectrices pour définir les modalités de classement dans les différents groupes d'IFSE, elle n'aura pas permis à toutes et tous la même revalorisation.

Or nous sommes ainsi faits, Monsieur le ministre, que notre attachement aux symboles reste fort. Ce n'est donc pas la question des différences d'indemnités qui se joue dans cette hiérarchisation des missions, mais bien celle de l'atteinte profonde vécue par les inspecteurs et inspectrices quand le doute est jeté sur leur carrière, suivant le groupe dans lequel ils ont été affectés. Leur demander après cela de poursuivre un engagement tel que celui qui a été le leur jusqu'ici, empiétant bien souvent sur leur vie personnelle, leur santé ou leurs finances, ce serait méconnaître profondément la nature humaine.

Nous attendons maintenant avec circonspection l'octroi du CIA, à la discrétion des rectrices et des recteurs. Au regard de l'importance que prend aujourd'hui l'évaluation de nos missions, le SUI vous alerte à nouveau, Monsieur le ministre sur la nécessité de travail concerté sur l'évaluation des IEN et sur notre opposition à une rémunération non égalitaire, subjective et courtisane.

Monsieur le ministre, les inspecteurs et inspectrices sont des professionnels loyaux, engagés, et qui exercent avec éthique leur responsabilité sur le terrain au quotidien. Mais pour poursuivre nos missions, nous sollicitons une meilleure qualité de vie au travail, avec un droit réel à la déconnexion, des horaires de travail respectueux, une permanence du cadre qui nous permette de mener le travail de fond nécessaire et de sécuriser l'ensemble des personnels et usagers.

Il y a donc urgence à relancer un agenda social qui nous garantisse de nouvelles avancées, sur le sens de notre action, nos conditions de travail et la revalorisation attendue.

Soyez assuré monsieur le ministre de notre attachement sans faille aux valeurs de notre République et de notre dévouement au service de notre école.